



RÉGION ACADÉMIQUE
BRETAGNE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Rectorat

Inspection Pédagogique
Régionale
D'Education Physique
Et Sportive

Dossier suivi par
Yann COQUET
Isabelle COUEDON
Julien GAGNEBIEN
Nathalie VOLANT

Téléphone
02 23 21 74 00

Télécopie
02 23 21 74 00

Mél.
Ce.insp5@ac-rennes.fr

96, rue d'Antrain
CS 10503
35705 Rennes
cedex 7

Site internet
www.ac-rennes.fr



Rennes, le 28 avril 2020

Les Inspecteurs d'Académie
Inspecteurs Pédagogiques Régionaux d'EPS

à

aux enseignantes et enseignants d'EPS
des Lycées Généraux et Technologiques
s/c de Mesdames et Messieurs les Proviseurs
s/c de Mesdames et Messieurs les Directeurs

**CERTIFICATION EPS BAC GT – SESSION 2021
COMMISSION ACADEMIQUE D'HARMONISATION
COMPTE-RENDU – AVRIL 2020**

La première phase des travaux de la commission académique BAC EPS 2021 destinée à accompagner les équipes enseignantes dans l'élaboration des nouveaux référentiels certificatifs vient de se terminer. L'inspection pédagogique régionale, en adressant ce rapport intermédiaire à tous les enseignants et les proviseurs ou directeurs des lycées de l'académie, tient tout d'abord à informer l'ensemble des acteurs de l'évolution des travaux en cours, ainsi qu'à leur faire part des constats effectués pour leur permettre de réaliser les ajustements nécessaires. Nous remercions très chaleureusement les membres de la commission pour leur engagement remarquable et la qualité de leur travail ; 48 enseignants représentant près de 50 % des lycées généraux et technologiques de l'académie ont été sollicités ou retenus parmi les volontaires afin d'associer le plus grand nombre possible de professeurs d'EPS des lycées privés et publics. De la même manière, nous remercions toutes les équipes qui ont proposé leurs premiers référentiels à l'analyse des 8 sous commissions constituées. Plus de 90 % des établissements ont transmis au moins un référentiel, pour certains jusqu'à 10. Nous saluons ce travail collectif qui, dans le contexte de la réforme, a permis aux enseignants de se mobiliser afin de reconsidérer leurs pratiques d'évaluation et d'enseignement lors de l'élaboration de ces nouveaux outils de certification.

Les travaux de la commission se sont déroulés dans des conditions inédites, le pilotage assuré par l'inspection pédagogique s'est effectué à distance, à partir d'une plateforme collaborative et de plusieurs audioconférences au sein de chacune des sous-commissions. L'organisation retenue a permis la lecture par au moins deux membres de la commission des référentiels déposés, suivant un cadre précis de consignes. Par son caractère interactif et les questions qui ont émergé au sein de la commission, pour certaines posées à l'inspection générale, cette organisation nous a également permis des ajustements au cours des travaux.

Les critères nationaux de conformité et les critères de culture commune académiques ont été largement pris en compte, ce qui témoigne du dynamisme de la réflexion professionnelle. L'objectif visé pour le mois de juin est d'atteindre la validation de 100% des référentiels soumis à la commission académique au regard du respect des critères nationaux. Cet objectif est prioritaire dans la mesure où un référentiel non validé au mois de juin ne pourra pas être mis en œuvre au mois de septembre. Suite à l'étude des premiers référentiels, un travail conséquent reste bien entendu à mener. Cependant d'ores et déjà, les retours des fiches navettes renseignées par la commission aux établissements vont permettre aux équipes d'optimiser leurs premières productions et celles à venir. D'autre part, le repérage par la commission des référentiels les plus aboutis nous permet de constituer une banque académique consultable par les enseignants de chaque établissement afin de les accompagner dans leurs travaux (Banque académique de référentiels consultable sur Toutatice : [ici](#)).

S'agissant de la rédaction des fiches navettes, les remarques formulées aux établissements se veulent toutes constructives et ne doivent être, en aucun cas, considérées comme des jugements de valeur sur le travail des équipes que nous savons très délicat et même parfois déstabilisant. Dans cette période sensible de réforme, de transformation des pratiques et d'innovation, l'inspection pédagogique veille et veillera à accompagner avec bienveillance l'ensemble des équipes dans leurs travaux.

Synthèse et analyse des données relatives à la conformité des référentiels proposés :

En premier lieu, après avoir pris l'attache de l'Inspection Générale, il est important de savoir que le cinquième critère proposé dans la fiche navette a été neutralisé. Contrairement à ce qui a été annoncé dans un premier temps, seul le choix explicite de répartition des points entre les AFL2 et 3 est obligatoire. Le choix des élèves reste un élément fondant notre « culture commune » pour une EPS ambitieuse au lycée mais ne peut pas être un critère commun de conformité. Seuls quatre critères conduisent donc à apprécier la conformité des référentiels proposés. **Ce sont ces quatre critères qui ont conduit et conduiront la commission à valider vos propositions en juin :**

- **Présentation claire de l'épreuve**
- **Evaluation des 3 attendus de fin de lycée (AFL) sur 4 degrés**
- **Attribution de 12 points pour l'AFL1 dont au moins 4 sur l'un des deux éléments d'évaluation (sauf champ d'apprentissage 1)**
- **Attribution de 8 points pour les AFL2 et AFL 3 suivant trois répartitions possibles au choix de l'élève : 4-4/2-6/6-2.**

Sur l'ensemble des référentiels transmis avant la fin mars : près de 20% remplissent d'emblée les quatre critères, plus d'un quart remplissent 3 critères, 47% ne remplissent qu'un ou deux critères et 6,4% ne remplissent aucun critère de conformité. Parmi les quatre critères, le plus aisé à remplir a été le second critère (évaluation de chaque AFL sur 4 degrés) qui, dans plus de 90% des cas, a été traité avec conformité. Pour les trois autres critères, seuls environ 50% des référentiels se placent en conformité avec chacun d'entre eux.

Ces données quantitatives, combinées à l'analyse des membres de la commission, peuvent s'expliquer, en partie, par deux points essentiels :

- Le référentiel du champ d'apprentissage qui fonde la conformité de la proposition est souvent insuffisamment pris en compte. Chaque proposition doit obligatoirement se placer en conformité avec ce référentiel de champ. Les éléments à évaluer, présents dans les référentiels de champ, constituent le fondement de l'équité nationale et doivent donc être respectés scrupuleusement tant par leur nombre que par leur définition. Par exemple il ne suffit pas de proposer un choix de répartition des points entre AFL2 et AFL3 pour remplir la conformité au troisième critère, encore faut-il que les éléments pour évaluer chacun de ces AFL correspondent aux éléments à évaluer précisés dans le référentiel du champ d'apprentissage. Dans le CA3 il semble important de préciser que le référentiel national amène à distinguer les éléments à évaluer selon que l'activité de l'élève soit orientée par la référence à un code ou par un projet artistique. En tout état de cause seuls deux éléments à évaluer doivent apparaître dans le référentiel et non pas quatre.
- Pour le premier critère qui renvoie à la présentation claire de l'épreuve, la non prise en compte du référentiel de champ dans le respect strict du principe d'élaboration de l'épreuve peut être une explication quant à la non-conformité de ce critère. Cependant sur cet item un deuxième élément d'analyse est à considérer. Plusieurs équipes formulent des propositions qui sont difficilement intelligibles, pour les membres de la commission d'une part mais surtout pour l'élève et sa famille. Sur ce premier critère il est important de simplifier la formulation sans pour autant simplifier l'épreuve en elle-même.

Chaque fois qu'un avis négatif a été émis par la commission il a été explicité dans la colonne « justification » de la fiche navette au regard de chaque référentiel et de chaque critère. A ce stade de la procédure, pour bon nombre d'établissements la commission n'a validé que trois critères sur les quatre. Dans la plupart des cas, les équipes n'auront qu'à préciser leurs propositions initiales pour que la conformité soit prononcée.

Référentiels ayant répondu favorablement aux	
5 critères de culture commune	23%
4 critères de culture commune	27%
3 critères de culture commune	19%
2 critères de culture commune	14%
1 critère de culture commune	8%
0 critère de culture commune	10.5%

Nombre de référentiels où a été validé :	
C1 : Proposer un contexte inédit à l'élève amenant l'élève à réinvestir ce qu'il a appris	42.5%
C2 : Amener l'élève à faire des choix optimaux en fonction de son potentiel	69.5%
C3 : Engager des phases de collaboration au sein de petits groupes quelle que soit l'APSA support	73.5%
C4 : Proposer un contexte exigeant qui traduit réellement la qualité de la préparation de l'élève	71%
C5 : Proposer un contexte qui impose à l'élève d'explicitier la relation entre son potentiel et les exigences de l'épreuve	54%

Pour rappel, ces critères dits « de culture commune », issus d'une analyse des programmes, ont été proposés puis travaillés lors des demi-journées de l'inspection consacrées à l'évaluation des épreuves d'EPS du baccalauréat en janvier et février. Ils ont pour fonction de favoriser la conception de situations d'évaluation révélatrices de ce qui a été enseigné durant les séquences d'EPS. **En ce sens, ils cherchent à promouvoir une EPS ambitieuse, au service d'enjeux de formation partagés au plan académique mais n'interviennent pas directement dans la validation de la conformité.**

Ces données chiffrées amènent plusieurs constats :

- Plus de la moitié des référentiels (69 %) fait état d'une réelle recherche de prise en compte d'au moins 3 critères de culture commune, ce qui témoigne de la volonté manifeste des équipes de proposer des épreuves qui permettent de tester au mieux les capacités adaptatives des élèves à l'issue de leur formation au lycée.
- Il est également remarquable de constater que 70% des référentiels recensés tentent d'intégrer la notion de choix et de solidarité dans la conception des épreuves envisagées pour les élèves. Les membres de la commission notent cependant que la capacité à mettre en place des dispositifs favorisant la collaboration entre élèves a été diversement appréciée au sein des équipes : certains établissements ont cherché à proposer un contexte rendant explicite et nécessaire cette interdépendance entre élèves, alors que pour d'autres c'est au travers de la mise en place de rôles sociaux que cet objectif semble visé. Dans ce dernier cas, les contextes de collaboration entre élèves lors de l'évaluation demandent à être approfondis et concrétisés pour permettre une juste appréciation des degrés de collaboration.
- Il apparaît que c'est le caractère « inédit » de l'épreuve qui est le plus difficilement appréhendé par les équipes ; lors des regroupements départementaux (journées de l'inspection) nous avons déjà beaucoup échangé pour définir ce terme. L'idée essentielle contenue dans ce critère est que l'épreuve finale du baccalauréat puisse renseigner le professeur sur la capacité de ses élèves à pouvoir mobiliser, dans un contexte légèrement différent de celui qu'il rencontre habituellement, les savoirs et savoir-faire acquis durant le cycle, ce qui tendrait à prouver qu'il est capable de s'adapter à une situation mettant en jeu sa motricité. Cette précision se révèle nécessaire pour permettre une meilleure compréhension de ce critère.

Le pourcentage faible de ce critère de culture commune peut également s'expliquer par le fait que certaines équipes se sont fortement inspirées des référentiels déjà existants, profitant peu de la marge de manœuvre offerte. Au contraire, d'autres établissements mettent en place des dispositifs s'écarter fortement des anciens référentiels nationaux, bousculant parfois les formes de pratique les plus traditionnelles. De façon majoritaire, on constate que le contexte inédit est traduit plus souvent par l'incertitude du « tirage au sort » au détriment, parfois, d'autres procédures plus aptes à déterminer le degré d'adaptation de l'élève à la situation.

Les membres de la commission ont également relevé qu'il était souvent difficile d'apprécier, à la lecture des référentiels, la prise en compte des particularités du contexte local. Ceci permettrait pourtant aux équipes d'imaginer des épreuves singulières correspondant aux caractéristiques de leurs élèves, en exploitant la liberté d'innovation possible dans le respect du cadre du référentiel national des champs d'apprentissage.

- Le critère de culture commune n°5 est repéré dans la moitié des référentiels examinés. Ce résultat peut être interprété de 2 façons différentes : soit comme un bon résultat car il ne semblait pas de prime abord aisé de rendre concrète la mesure du « potentiel de l'élève » (si, dans certains champs d'apprentissage, le CA2 et le CA5 notamment, il est relativement courant d'imposer à l'élève d'explicitier la relation entre son potentiel, ses choix et les exigences de l'épreuve, il est plus compliqué d'évaluer la lucidité de l'élève lorsqu'il opère des choix dans d'autres APSA ou champs d'apprentissage), soit, et il s'agit là d'une autre interprétation, ce critère est peu présent car difficile à repérer par les membres des sous-commissions puisque peu mis en évidence par les équipes dans la conception des référentiels.

De manière générale les critères de culture commune sont largement pris en compte et traduisent la volonté des équipes d'inscrire leurs pratiques d'évaluation dans un cadre novateur ; les membres de la commission encouragent les équipes à poursuivre leurs réflexions dans cette voie.

Synthèse et analyse des données relatives aux APSA proposées:

La répartition des APSA par champ d'apprentissage fait apparaître le ratio suivant : 21,8% pour le CA1, 11,9% pour le CA2, 20,6% pour le CA3, 28,6% pour le CA4, 17, 1% pour le CA5. Cette répartition est relativement équilibrée. Nous souhaitons que ce constat puisse se confirmer lors de la commission de validation de juin.

En revanche, la représentativité des APSA est très marquée pour certaines d'entre elles. 4 activités représentent chacune plus de 10% des référentiels envoyés : les courses athlétiques (14,3%), la musculation (13,5%), le badminton (12,3%), l'acrosport (10,3%). La danse arrive ensuite avec 8%, puis escalade et volley-ball à égalité avec 5,6%. Ces données reflètent une faible évolution comparativement aux sessions antérieures. On retrouve ici les activités majoritairement enseignées en EPS au lycée.

La danse avec plus de 8% constitue un élément nouveau et encourageant quant à la diversité des pratiques support de l'EPS. Un seul établissement a proposé un référentiel pour le yoga, nouvelle activité du référentiel national. Aucun référentiel n'a à ce jour été proposé pour les activités de la liste académique (pour rappel : biathlon, voile, parkour en gymnase, football gaélique et marche aquatique côtière). Il semble important de pouvoir accompagner les équipes qui souhaiteraient développer ces activités, notamment par la production de documents ressources académiques qui sont actuellement en cours de conception. Seuls quatre référentiels portent sur une APSA d'établissement (combiné athlétique, surf, combiné APPN, circuit training). Il semble cohérent que les possibilités offertes aux équipes de lycée par ces nouvelles modalités certificatives puissent se développer progressivement, en lien avec l'enrichissement des projets pédagogiques. Il est donc légitime qu'à la session 2021 ces évolutions soient encore peu nombreuses à la lecture des référentiels proposés à ce jour. Ces tendances sont à relativiser et seront infirmées ou confirmées par les référentiels définitivement déposés en juin.

Par ailleurs, seuls huit *référentiels adaptés* ont été proposés. Il semble important de préciser que tout élève actuellement scolarisé en classe de première et ayant un certificat médical d'aptitude partielle à la pratique en EPS, dont la situation médicale est stable et pérenne, doit pouvoir, dès septembre prochain, bénéficier de modalités d'évaluation adaptée (cf 3.1 de la circulaire 2019-129). Il est conseillé aux équipes d'anticiper ce cas de figure dès à présent. Ces référentiels doivent être validés par la commission académique.

Conseils formulés aux équipes des lycées généraux et technologiques :

Les référentiels des champs d'apprentissage publiés au BO n°36 du 3 octobre 2019 constituent des éléments déterminants pour asseoir la conformité du référentiel proposé. Alors que l'épreuve doit être définie en conformité avec le principe d'élaboration énoncé dans le référentiel de champ d'apprentissage, la commission note que, dans plusieurs cas, ces référentiels sont méconnus ou insuffisamment pris en considération. Le principe d'élaboration de l'épreuve, les éléments à évaluer ainsi que la répartition des points ne sont pas modifiables.

Les anciens référentiels peuvent constituer une ressource s'ils sont en adéquation avec le contexte local de l'établissement et avec les orientations du projet pédagogique. Néanmoins la commission académique a constaté que cette référence pouvait nuire à la conformité avec le référentiel du champ d'apprentissage. Aussi, si les équipes souhaitent utiliser les anciens référentiels comme point de départ de leur réflexion, ils doivent être fortement remaniés pour prendre en compte les exigences nationales liées aux champs d'apprentissage.

C'est en identifiant clairement les capacités et/ou compétences travaillées durant le cycle que les équipes pourront construire, pour l'évaluation, des situations permettant d'apprécier la capacité d'adaptation des élèves. Les référentiels qui ont attiré l'attention de la commission sont ceux qui témoignent de cette réflexion pour mettre en relation ce qui a été enseigné et ce que l'on cherche à évaluer.

Plusieurs référentiels ont pu être considérés comme non conformes, du point de vue de la présentation claire de l'épreuve et/ou des modalités d'évaluation de chaque AFL, en raison de la difficulté, pour les membres de la sous-commission, à en comprendre le cadre explicite. Il est important ici de préciser que le référentiel est avant tout un outil pour l'élève et pour sa famille. Il doit donc être lisible et explicite pour tout type de lecteur. Une formulation simple et imagée peut donc être conseillée.

Les descriptions des AFL 2 et AFL 3 restent globalement très larges et vagues pour la majorité. Il faudrait davantage approfondir les rôles de l'élève et identifier des indicateurs précis, lisibles et évolutifs du degré 1 au degré 4. Ces AFL doivent être visibles dans la situation descriptive pour montrer en quoi ces différents rôles et fonctionnements permettent d'apprendre et de réussir dans la situation certificative. De la même manière pour l'AFL1, le lien entre les deux éléments à évaluer et les critères ou indicateurs doit être approfondi et explicité.

Pour faciliter le travail des sous-commissions il est impératif que chaque établissement respecte les consignes données : intitulé des référentiels et des fiches navette (respecter le codage proposé pour le nom des fichiers), une seule fiche navette par établissement en conservant la forme du cadre du B.O pour la présentation de l'épreuve dans les référentiels.

En conclusion, il s'avère que la prise en compte et la connaissance précise des référentiels de champs d'apprentissage sont des préalables indispensables à la conception de référentiels conformes. L'espace du cadre national autorise toutefois les équipes à formuler des propositions singulières, traduisant la cohérence et la pertinence des outils de certification élaborés avec la réalité des différents contextes d'enseignement ; la commission encourage ces démarches innovantes.

Sans qu'ils soient considérés comme des modèles incontournables à suivre, certains référentiels proposés par les membres de la commission sont mis à disposition dans une banque académique accessible dans votre espace toutatice ([ici](#)). Ils peuvent, à l'occasion permettre aux équipes la poursuite de leurs travaux.

Le retour de la totalité des référentiels par établissement est attendu au plus tard le 15 juin, en un seul envoi, afin que la commission puisse poursuivre ses travaux de validation avant la fin d'année scolaire (une seule fiche navette par établissement avec l'ensemble des référentiels) : les documents complétés sont à transmettre par courriel électronique au secrétariat des IA IPR EPS Ce.Insp5@ac-rennes.fr.

Rappel de la procédure technique à respecter :

Chaque document doit impérativement être renseigné de façon numérique et transmis **sous format Word ou OpenOffice**. Il doit mentionner dans le titre du fichier le nom et la ville de l'établissement.

Exemple :

- Pour la fiche navette: **ville nom Ets RNE(à préciser)_Fiche navette 2 (à préciser)** (Ex : ville nom ets 0350028AFiche navette2)
- Pour la fiche référentiel: **ville nom ets RNE(à préciser)_ BACGT_CA(préciser le numéro) _(APSA à préciser)** (Ex : ville nom Ets 0350028A_BACGT_CA2_Escalade).

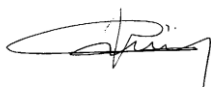
L'inspection pédagogique vous remercie pour votre engagement professionnel et est à votre écoute pour vous accompagner du mieux possible dans vos travaux de fin d'année.

Nous vous souhaitons une bonne rentrée dans le contexte particulier que nous vivons tous.

Protégez-vous bien.



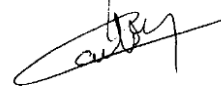
Yann COQUET



Isabelle COUEDON



Julien GAGNEBIEN



Nathalie VOLANT